

Édition du 3 janvier 2025

LE COURRIER DES ÉLITES

❖
Le journal de la bourgeoisie depuis 1924

Les Bleu.e.s lancent un appel à l'aide

JEANNE CLAVEAU-
LAVIOLETTE

Des membres du gouvernement Bleu.e.s ont demandé conseil à des membres du caucus Rouge pour élaborer des solutions concrètes à la crise.

« Le gouvernement est dépassé », selon l'opposition officielle. L'utilisation des points de service en Outaouais et l'utilisation de la Structure en gestion policière contre les cellules terroristes (SGPCT), solutions proposées par le Parti Rouge, ont été adoptées hier soir par le gouvernement. C'est le ministre des Solutions, Charles-Henri Labrosse,

qui aurait demandé conseil aux membres du Parti Rouge. « En démocratie, ce n'est pas un signe de faiblesse de s'ouvrir aux autres », mentionne le directeur des communications des Bleu.e.s, Mathieu Huot. Vers minuit, le gouvernement Bleu a annoncé que les réserves de papier seraient suffisantes pour assurer l'impression des deux journaux jusqu'à la résolution du conflit avec Archambelle. « Ça va nous tougher un "assez bon longtemps" », a affirmé le premier ministre. Rappelons que le gouvernement a proposé d'utiliser les imprimantes de l'État - et donc, les feuilles de papier de l'État - pour



Les Bleu.e.s ont demandé l'aide du caucus Rouge, tard en soirée jeudi. Photo: Layla Bechou

compenser les effets de la fermeture de l'usine d'impression du Groupe Archambelle à Ripon. La vice-cheffe des Rouges, Charlie Bourdages est sceptique. « Les feuilles utilisées dans les frais de papeterie du gouvernement ne proviennent pas

d'un réservoir infini de papier », explique-t-elle. Le premier ministre, Louis-Olivier Jetté, a admis en mêlée de presse qu'à ses yeux l'environnement était plus important que la culture. « On priorise l'environnement. S'il n'y a pas une bonne planète,

il n'y a pas de culture », a-t-il affirmé. « Ce soir, on n'est pas dans une période où on devrait classer un domaine ministériel avant un autre. Ce n'est pas le temps pour ça », affirme sans détour William Thériault, porte-parole en culture du Parti Rouge.



ÉDITORIAL

Vous nous lisez déjà

MATHILDE
BEAULIEU-LÉPINE

Notre journal a toujours eu la même mission, celle d'informer, certes, mais surtout celle de s'assurer que chaque québécois atteigne son plein potentiel intellectuel. Choisir de lire le *Courrier des Élites*, c'est d'accepter que son niveau de compréhension du monde sera ultimement augmenté.

Si la crise des derniers jours nous a appris quelque chose, c'est qu'il n'est plus possible dans cette ère de crise des médias de s'asseoir sur ses lauriers, aussi confortables soient-ils. On ne peut pas attendre que les élus choisissent de prendre action pour assurer la pérennité des médias, il faut individuellement et collectivement choisir de s'informer.

Le *Courrier des Élites* a été obligé de faire un cri du cœur au gouvernement élu bleu.e.s, qui a pris unilatéralement la décision d'imprimer les journaux des deux publications que détient QuébecARGENT. « On avait beaucoup de choses à gérer » a admis le chef du gouvernement, Louis-Olivier Jetté, en fin de soirée.

Les médias n'ont jamais été la priorité de ce gouvernement qui n'a pas daigné se présenter au point de presse convoqué par les journalistes, qui rappelons le, étaient en crise.

Rassurez-vous, le journal ne sera pas imprimé par le gouvernement très longtemps. Des options de rechange, proposées par notre équipe dévouée comme par certains députés du caucus des Rouges, seront mise en place pour l'édition de demain si la situation n'est toujours pas sous contrôle.

Le *Courrier des Élites* continuera d'être publié de manière indépendante et fiable. Nous continuerons d'élever notre lectorat à la hauteur de leur capacités de compréhensions.

Dans les prochaines pages, vous lirez non seulement des retours sur les événements chaotiques de jeudi, mais vous lirez aussi des analyses approfondies, des chroniques réfléchies et un dossier spécial inventif.

Chers lecteurs, continuez de vous instruire et nous continuerons de vous accompagner dans votre démarche. Nous serons là.



Les députés ont été assermentés le 2 novembre dernier au parlement. Photo: Layla Bechou.

Le recul du gouvernement Bleu.e.s

THÉO CANTIN

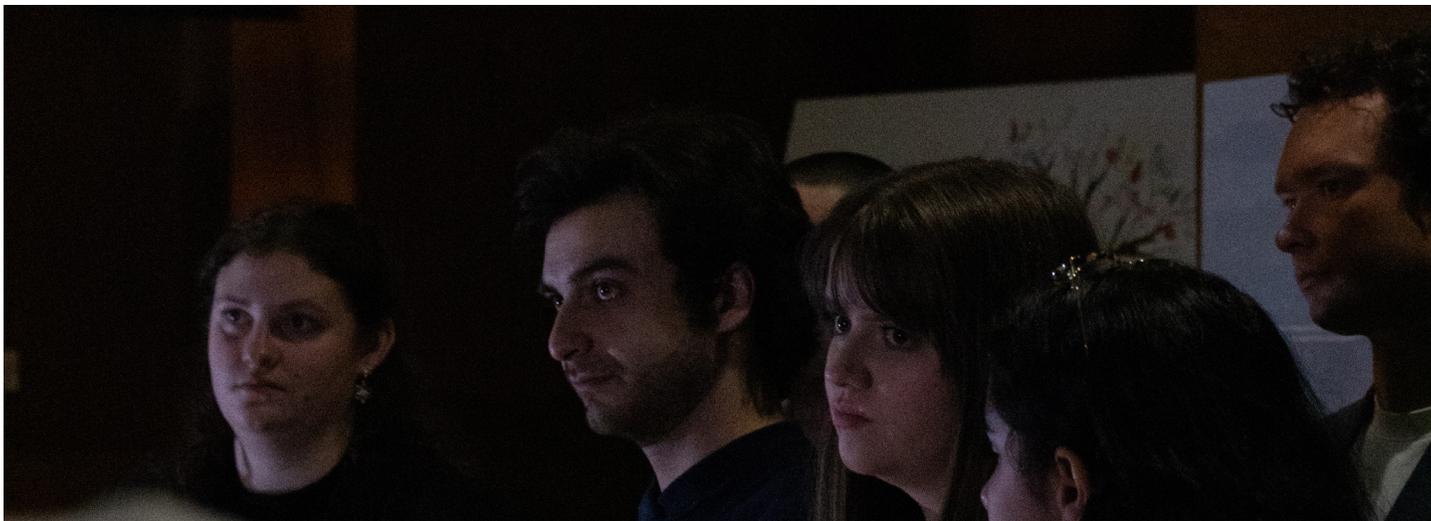
« C'était écrit noir sur blanc dans leur plateforme électorale "Nous allons ralentir". Je n'ai jamais vu ça, moi », s'insurge Christian Alex Deschênes, chef des Rouges. Quant à elle, l'opposition officielle rêve de progression et « d'avancées technologiques comme il y en a plus ». « Ils veulent qu'on ralentisse [et] à la place de charbonner, faire des projets de société, aller encore plus loin et atteindre de nouveaux sommets, les gens qui sont à la tête du gouvernement de l'État du Québec, ils veulent qu'on se contente d'être des jardiniers », rappelle M. Deschênes. « Notre parti aimerait investir dans des secteurs nichés qui vont devenir des secteurs

prolifères pour le Québec », indique M. Deschênes. Les secteurs agricoles, forestiers, des technologies et d'innovation sont ciblés par ces investissements.

Québec 4.0

M. Deschênes se laisse aller d'un profond soupir lorsque questionné quant à savoir les différences au sein d'un Québec des Bleu.e.s et des Rouges. « C'est vraiment une question ça? On est tellement ailleurs que le gouvernement qui vient de se faire élire. On est rendus au Québec, pas 2.0, pas 3.0, mais bien le Québec 4.0. » Bien que le chef des Rouges n'ait pas « tiré grand-chose » de la plateforme des Bleu.e.s, il reste conscient de la dé-

faite de son parti. « Bien évidemment, les Québécois ont fait leur choix. Nous, on accepte le mandat qu'ils nous ont donné en tant qu'opposition officielle. » Mais M. Deschênes ne pense pas que « les Québécois soient nés pour un petit pain. Nous, on pense qu'ils méritent mieux. » Justement, M. Deschênes veut « aller plus loin pour le Québec ». Pour ce faire, il est prêt à appuyer sur le gaz. « Et pas rien qu'un peu: jusqu'au maximum. Le champignon, il est à terre », image le chef du caucus. Et c'est probablement au volant d'une voiture Ferrari que le natif de la Côte-Nord vient stationner ses rêves dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale à Québec tous les jours.



De nombreux résidents habitant à proximité de l'usine à Ripon ont décrié au gouvernement Bleu.e.s leur mécontentement.

Photo : Layla Bechou

L'industrie des pâtes et papiers complètement paralysée

MARIANNE LAFLEUR

Des manifestations d'ampleur, le blocage de voies publiques, des sit-in devant les succursales d'Archambelle, et une pétition recueillant plus de 60 000 signatures ont paralysé l'industrie des pâtes et papiers le jeudi 2 janvier. Ces événements ont dégénéré en actes de violence, suscités par des militants qui réclament la fermeture de Groupe Archambelle, accusé de ne pas respecter l'éthique environnementale et sanitaire.

« Si c'était un gouvernement rouge qui était élu aujourd'hui, cette situation ne serait jamais arrivée parce que c'est exactement le genre de secteur dans lequel on a promis de faire des investissements majeurs », a affirmé d'emblée Christian Alex, chef de l'opposition officielle.

La crise a éclaté à la suite des publications virales diffusées sur les réseaux sociaux par la

créatrice de contenu Géraldine St-Révolte, qui s'est infiltrée dans l'usine de Ripon, en Outaouais. Dans ces publications, elle dénonce l'état déplorable des installations et des équipements de l'usine.

Ses accusations ont trouvé un écho considérable, mobilisant un grand nombre de citoyens autour du mouvement « Le papier, c'est fini », orchestré initialement par l'organisme Protégeons nos forêts vertes. Les manifestants réclament la fermeture de l'usine de Ripon, et celle de Rivière-du-Loup et d'Acton Vale.

De nombreux résidents habitant à proximité de ces sites industriels ont rapporté des problèmes de santé, qu'elles attribuent à la propagation de particules de poussière. Ces inquiétudes sanitaires et environnementales ont exacerbé les tensions, conduisant à une

escalade des actions de protestation.

Congé forcé pour les employés en danger

Un épisode tragique s'est d'ailleurs produit à Montréal, où une manifestation a tourné au drame. Un camion-bélier a percuté la succursale d'Archambelle située sur le boulevard René-Lévesque, provoquant la mort d'une fillette de cinq ans et faisant plusieurs blessés. Cet événement effroyable a intensifié les débats sur les conséquences des manifestations.

« Je suis triste de constater que mon entreprise familiale est menacée depuis les derniers jours. [...] Archambelle respecte les normes gouvernementales et je déplore les gestes posés par les manifestants envers nos employés », a prononcé Louis Archambelle, président et directeur

général du groupe Archambelle lors d'une conférence de presse.

Face à des actes de vandalisme, incluant des graffitis injurieux, des agressions verbales, et des incidents de violence physique, Groupe Archambelle a demandé à ses employés de suspendre leurs activités jusqu'à nouvel ordre. Ces derniers continueront toutefois de percevoir leur salaire pendant cette période d'arrêt forcé.

Au moment de la rédaction de cet article, les tensions dans les rues semblaient s'être apaisées, bien que le mouvement poursuive ses activités sur les réseaux sociaux. Le retour des employés à leurs postes est prévu dans les prochains jours. Le gouvernement avait également déployé les autorités policières et des arrestations ont été effectuées. Ce papier aurait pu ne pas voir le jour. Le Groupe Archambelle,

qui a été fondé en 1960, assure l'impression de tous les circulaires, les livres et les journaux imprimés au Québec tels que Le Courrier des élites et Le Réveil. La fermeture temporaire de l'entreprise mettait donc en péril l'impression des journaux.

L'État a toutefois mis à disposition son service d'impression afin de pallier le problème. Le gouvernement bleu assure avoir assez de ressources pour assurer l'impression de nos épitres tant qu'il le faudra. L'opposition rouge n'a pas manqué de critiquer vivement cette décision. Ils auraient préféré une édition numérique et déplorent que l'État subventionne des entreprises privées.

La population reste divisée quant au sort réservé à Groupe Archambelle, tandis que le papier, sous toutes ses formes, semble devenir une ressource de plus en plus précieuse.



Le premier ministre Louis-Olivier Jetté a pleuré à deux reprises en conférence de presse au sujet de la jeune fille décédée pendant la crise. Photo : Layla Bechou

Des larmes de crocodile face à un drame national

SARAH-JEANNE
TREMBLAY

La mort d'une petite fille de 5 ans dans une attaque au camion-bélier est la conséquence directe de l'escalade d'un problème majeur de sécurité publique lié aux manifestations contre l'industrie des pâtes et papiers. Le premier ministre aurait fait semblant d'en être ému.

« Je suis très fier d'avoir, pour la première fois de ma vie, pleuré sur commande », aurait dit le premier ministre bleu Louis-Olivier Jetté, tout juste sorti de conférence de presse. Le député de Pointe-aux-Trembles, David Jauvin, aurait été témoin de cet aveu dans un ascenseur de l'Hôtel Château Laurier, où M. Jetté se serait livré à ses

collègues, inconscient qu'on l'écoutait.

De leur côté, les Bleu.e.s nient ces accusations. « C'est que les rouges n'ont jamais vu un homme pleurer », s'indigne le chef du gouvernement. À maintes reprises, celui-ci a été accusé d'être inauthentique par l'opposition. Des critiques ont surtout été posées à l'égard de bafouilles, notamment l'organisation de funérailles nationales demain au Centre Bell, qui vont à l'encontre des souhaits de la famille de la petite fille, selon sa marraine Jasmine Lecavallier.

Ce vendredi, un camion-bélier a foncé dans une succursale Archambelle à Montréal. Cette attaque a fait comme victime une fillette de 5 ans, ainsi que

six autres blessés, qui sont présentement dans une situation critique. Le conducteur du véhicule a été arrêté par les forces de l'ordre.

L'attaque

L'attaque s'est produite à la suite d'une série de manifestations contre l'industrie des pâtes et papiers et à la suite de publications de la créatrice de contenu Géraldine St-Révolte, ayant montré la dangerosité et la désuétude des installations de l'usine Archambelle dans la municipalité de Ripon en Outaouais.

Les manifestations ont dégénéré dans la métropole, nécessitant l'intervention des forces de l'ordre pour libérer les routes, et protéger

les employés des succursales Archambelle qui ont été victimes de violence verbale de la part de manifestants.

Le gouvernement n'a pas qualifié l'attaque de « terroriste » ou d'« écoterroriste », souhaitant laisser les tribunaux décider du terme à utiliser dans la situation. Du côté de l'opposition, on ne mâche pas ses mots: « Le gouvernement ne va jamais reconnaître que c'est de l'écoterrorisme parce qu'ils vont toujours se ranger du côté de leurs amis environnementalistes », s'exclame enfin M. Deschênes.

Suivant l'attaque à Montréal et l'annonce d'un possible assaut sur les usines du Groupe Archambelle, un recadrement en sécurité publique a été

nécessaire de la part du nouveau gouvernement bleu. « Maintenant, c'est la priorité numéro un du gouvernement, de s'occuper que les gens soient en sécurité, affirme Louis-Olivier Jetté, on a envoyé les forces de l'ordre sur place afin de procéder à des arrestations [...] pour nous c'est très grave ». La ministre des risques et périls, Maya Labrosse, a réitéré que les Bleu.e.s ont condamné l'attaque, mais vont tout de même continuer d'écouter toutes les revendications des manifestants.

La décision de ne pas qualifier l'attaque de terroriste a retardé l'utilisation de l'entité gouvernementale la Structure de gestion policière contre le terrorisme (SGPCT).



Des funérailles nationales

THÉO CANTIN

Le premier ministre du Québec, Louis-Olivier Jetté, a annoncé la tenue de funérailles nationales vendredi, pour la fillette de cinq ans morte à la suite d'un attentat lors d'une manifestation sur le boulevard René-Lévesque, à Montréal. La famille de la fillette compte poursuivre le gouvernement pour

ces funérailles nationales, et affirme que sa famille n'a jamais été consultée quant à cet événement. La famille a maintenant confirmé vouloir poursuivre le gouvernement pour s'assurer que les funérailles n'aient pas lieu.

« C'est un drame pour de vrai, c'était tellement une belle petite fille, elle était pleine d'énergie, s'est rappelé les larmes aux yeux Mme Lecavalier. Moi personnellement, ça ne m'intéresse pas tant [les funérailles nationales]. On aime vivre nos petites affaires en privé. »

Le chef du caucus des Rouges, Christian Alex Deschênes, s'est rangé du côté de la famille et a demandé au gouvernement Bleu.e.s d'annuler les funérailles nationales.

Un camion-bélier a foncé sur une succursale du groupe Archambelle, qui est au cœur de tourmentes ces derniers temps. La petite fille était à l'intérieur du magasin et sa mère, qui l'accompagnait, a été gravement blessée. Six autres victimes sont dans un état grave et critique.

L'homme qui a commis l'attentat a été arrêté sur les lieux du crime et a subi des blessures mineures. Il présentement est en attente de son procès.

« C'est un drame pour de vrai, c'était tellement une belle petite fille. »

se faire dédommager.

« C'est vraiment une leçon, il ne faut pas que la mort de cette petite fille soit oubliée » a déclaré le chef des Bleu.e.s, Louis Olivier-Jetté, en entrevue avec La Dépêche. « Ça va être un jour grandiose de commémorations envers cette petite fille-là, qui n'a rien demandé. »

Toutefois, la marraine de la fillette, Jasmine Lecavalier, a appris par une journaliste l'existence de



Le président de QuébecARGENT dénoncé vivement la situation.

Photo : Layla Bechou.

CHRONIQUE

Le papier, ce N'EST PAS fini!

CAMÉLIA BOUSSAID

Je crains pour notre culture, notre littérature, notre futur.

Comment peut-on concevoir de vouloir fermer les imprimeries et librairies Archambelle sans penser aux risques que court la société québécoise en matière de valorisation de l'éducation? Géraldine St-Révolte et les plus de 30 000 autres personnes ne semblent pas avoir réfléchi à ça avant de signer la pétition voulant fermer plusieurs installations du groupe Archambelle. Il a une trentaine de succursales partout au Québec. Leur disparition serait fatale pour la diffusion du savoir. Ne transformons pas notre belle province en un désert littéraire!

Si les forces de l'ordre ont réussi à maîtriser la situation des manifestants contre les librairies, le fait que des citoyens s'en prenaient à des institutions qui diffusent le savoir est inquiétant et à surveiller de près.

Comment réussir à élever notre peuple sans qu'il puisse tenir de vrais manuscrits dans ses mains? Sincèrement, je vois difficilement comment on pourrait faire cela alors que les écrits sont aux racines mêmes de l'éducation. Le numérique ne peut pas répondre à toutes les promesses absolues du papier, hélas.

La diffusion de l'information journalistique a aussi été fragilisée. Le Courrier des Élités et les autres grands médias ont pu être imprimés ce matin in extremis avec les imprimantes du

gouvernement, qui dit avoir assez de ressources pour continuer à imprimer une certaine période. Il y a toutefois un souci inquiétant face à l'indépendance journalistique de savoir qu'un journal se fait imprimer par les institutions de l'État.

Une pétition

Il est écrit dans la pétition que « la province doit se débarrasser [des usines] pour protéger ses enfants ainsi que les prochaines générations ». S'il y a une chose que le mouvement de contestation contre les succursales Archambelle n'a pas faite, c'est bien cela et je crois que les funérailles nationales prévues aujourd'hui pour la petite fille de 5 ans qui est malheureusement décédée démontrent cela.



ÉLECTIONS



Le nouveau gouvernement de Louis-Olivier Jetté a fait face à une crise dès les premières minutes de sa prise de pouvoir.

Photo : Layla Bechou

Louis-Olivier Jetté élu premier ministre

VINCENT PAGÉ

Le peuple a parlé : c'est le gouvernement bleu qui est maintenant aux rênes de notre province. Bien que l'arrivée de nouveaux visages dans certains ministères rafraîchisse le paysage politique québécois, la faible majorité du parti de Louis-Olivier Jetté laisse entrevoir un gouvernement fragile et un passage au pouvoir possiblement éphémère.

D'entrée de jeu, Louis-Olivier Jetté met cartes sur table : il souhaite dissoudre la barrière sociale qui éloigne, selon lui, les élus et la population.

« La raison pour laquelle je me suis impliqué en politique, c'est parce que je trouvais que c'était le meilleur moyen de défendre mes idées et mes intérêts. Mais, autrement,

tout le blablabla politique, l'establishment, moi, ça ne m'intéresse pas. Moi, je suis là pour être la voix du peuple et répondre aux réelles préoccupations des Québécois et Québécoises en ce moment », mentionne Louis-Olivier Jetté.

Le parti des Bleu.e.s présentera son programme bientôt. Au menu, l'agriculture, le transport et la culture. Au-delà de ces politiques bleutées, la proximité avec la population que souhaite instaurer le gouvernement se veut un effort réel de combattre le cynisme grandissant au sein de la population.

« La politique est très distante par rapport aux réelles préoccupations. Nous avons plusieurs de nos députés qui travaillent en politique ou en droit. Pourquoi n'avons-nous

pas plus d'infirmières, d'artistes, d'enseignants? Je pense que nous pouvons impliquer tout le monde dans le processus politique. Moi, si ce n'était pas du veston, je porterais une salopette pour bien représenter les Québécois et Québécoises », ajoute-t-il.

Cabinet qualifié

Bien que les décideurs des Bleu.e.s pensent cuisiner avec les nominations de leurs ministères, difficile de dire pour l'instant s'ils pourront se targuer d'être un cordon bleu. Les prochaines semaines seront cruciales pour le nouveau gouvernement. « C'est sûr qu'à chaque gouvernement, on s'assure d'optimiser les ministères afin de répondre aux gens qui occuperont

ces postes, bien évidemment », explique M. Jetté. Par exemple, le porte-parole officiel des Bleu.e.s va aussi être le ministre de la Connexion et de la Déconnexion, de tout ce qui est en sécurité numérique, mais aussi de toute communication.

« Contrairement aux Rouges qui sont très regroupés, nous avons divisé les mandats pour permettre au plus de gens possible d'avoir des postes de ministres dans notre équipe. On croit beaucoup en notre équipe et au savoir-faire de nos députés. On a confié beaucoup de portefeuilles à beaucoup de gens », ajoute pour sa part la vice-première ministre Maya Labrosse.

Cette dernière cite notamment le ministre des Vacances, du Voyage et des Belles vues, Olivier

Perron, qui a travaillé dans l'industrie touristique pendant plusieurs années avant de faire le saut en politique.

Pieds d'argile?

Louis-Olivier Jetté et son parti ont raison de savourer ses premiers jours au pouvoir. Toutefois, il est pertinent de rappeler que seulement 3% des votes séparent les deux caucuses. Dans un système de bipartisme comme celui du Québec, ce mince écart n'est pas garant du futur.

Rappelons que les Bleu.e.s n'ont pas été en mesure de rafler les quelques bastions rouges dont le résultat s'annonçait serré à quelques jours du vote. Ainsi, les circonscriptions de Hull et de Dubuc sont toutes demeurées rouges.

Les Rouges : droit au but

SIRINE AL TAHA

La « war room » des Rouges n'a « war » que dans son nom, selon la whip adjointe du caucus, Audrey-Anne Dallaire. Le milieu Rouge, loin d'être une arène de conflits, est décrit comme un endroit où il n'y a ni querelles inutiles ni gestion de

efficacité repose sur une vision unanime de l'étiquette parlementaire.

« Quand on recrute quelqu'un dans notre parti, c'est vraiment parce qu'on a confiance en ses qualités », renchérit-elle.

Cette philosophie permet au rôle de la whip adjointe de se limiter à celui d'un arbitre plutôt qu'à un gestionnaire autoritaire. Dans cet environnement où les décisions sont urgentes, le décorum devient seconde nature pour eux.

Rigueur de mise

Leur rigueur peut soulever des questions sur l'équilibre entre discipline et authenticité. Cette approche suppose une homogénéité restreignant la créativité. Un ton trop unilatéral pourrait être perçu comme une faiblesse, voire une forme d'autocensure.

Cette recherche d'efficacité est revendiquée par les Rouges comme un élément central et essentiel de leur succès.

En fin de compte, les députés du caucus des Rouges semblent avoir fait de leur slogan d'aller droit au but bien plus qu'une devise : c'est un vrai et véritable mode de vie politique.

« Quand on recrute quelqu'un dans notre parti, c'est vraiment parce qu'on a confiance en ses qualités » discipline.

Le mot d'ordre des Rouges : « tout le monde va droit au but ». Dans un contexte parlementaire souvent marqué par des tensions et des joutes verbales, ce pragmatisme garantit une gestion active des priorités.

Là où on pourrait s'attendre à des éclats de voix et à des tensions électriques, les Rouges surprennent par leur organisation : « La "war room", c'est [synonyme de] paix ». Mme Dallaire est d'avis que cette



Les députés doivent maintenir un certains décorum en chambre.

Photo : Layla Bechou

DÉCORUM

Une tradition parlementaire

ÉLISE LÉCAUDÉ

La cérémonie d'ouverture de la session parlementaire s'est déroulée dans le calme, ce jeudi 2 janvier. Malgré une féroce compétition, les députés semblaient prêts à échanger dans le respect.

« [Il est important d'adopter] une posture exemplaire, en ayant un comportement qui est exemplaire », soutient le député d'Anjou-Louis-Riel, Achraf Nait Daoud. Il affirme qu'il faut d'abord et « surtout être respectueux dans les interactions, que ce soit avec des députés d'autres partis ou dans une relation transpartisane ».

L'étiquette avant l'émotion

En tant que député, il faut toujours se détacher de son rôle partisan, affirme le député

de Gaspé, Charles-Henri Labrosse, ministre des Solutions pour les Bleus. Le devoir des députés représenter les intérêts de ses concitoyens et se souvenir de ce devoir « rends le travail de collaboration beaucoup plus facile », soutient-il.

« Il faut rendre le travail de collaboration beaucoup plus facile »

M. Labrosse assure qu'il est possible d'entretenir des relations cordiales avec l'opposition, malgré les différends. « Ce n'est pas parce que des personnes sont "rouges", qu'il est impossible d'entretenir

des relations amicales, professionnelles avec elles », dit-il, « c'est ça aussi qui fait en sorte qu'on peut avoir une relation saine par rapport aux enjeux sur lesquels on va s'entretenir. » Selon lui, avec la bonne formulation, tout peut se dire.

Des dérives

Pour M. Achraf Nait Daoud « des députés de deux partis différents qui ne se respectent ou même qui s'insultent, ça serait très dommage » et cela nuirait à la conversation politique. « C'est déjà arrivé dans le passé que des députés, que de n'importe quel parti, aient été un petit peu amenés à l'excès, au niveau du comportement », ajoute le député. Il souligne que c'est au président de l'assemblée de contrôler ces quelques dérives.



Le jeu des cinq erreurs



LE COURRIER DES ÉLITES

Rédactrice en chef

Mathilde Beaulieu-Lépine

Journalistes

Sirine Al Taha

Camélia Boussaid

Théo Cantin

Jeanne Claveau-Laviolette

Sarah-Jeanne Tremblay

Marianne Lafleur

Élise Lécaudé

Vincent Pagé

Correctrice

Sirine Al Taha

Photographe

Layla Bechou

Chefs des journalistes

Naomie Duckett Zamor

Justin Vaillancourt

LAVAZZA
TORINO, ITALIA, 1895

 **élections
Québec**